

francophonie

BAGRUT
MILLÉNAIRE
ESPACE

LANGUE
CINÉMA

ANGLICISME
SOLIDARITÉ

PRESSE

RUGBY
DIVERSITÉ

DÉFIS
ÉTRANGER
ÉDUCATION



TV5MONDE

Edito

OUI, JE PARLE FRANÇAIS !

Membre fondateur, la France apporte un appui sans failles à l'Organisation Internationale de la Francophonie qui rassemble un tiers des Etats de la planète pour promouvoir la langue française. A ses côtés, la France a placé la promotion du français au centre de son action extérieure.

« **O**ui je parle français » - c'est par ce slogan que le réseau culturel français promeut avec succès des cours de français dans plus de 130 pays, consolidant le formidable travail d'influence et de rayonnement entrepris par nos Instituts français et nos Alliances françaises. Cet engagement est stratégique. Il accompagne une francophonie dynamique, vivante, qui dément totalement les prévisions pessimistes sur l'état du français dans le monde. Rappelons d'abord que le nombre de francophones augmente, comme l'a montré l'an dernier une étude de l'OIF : grâce, en particulier, au dynamisme démographique en Afrique, nous sommes aujourd'hui, au moins, 220 millions à parler français, soit 10% de plus qu'il y a 3 ans, plaçant ainsi notre langue au neuvième rang des langues les plus parlées dans le monde. L'évolution prévue est positive, aussi bien pour le nombre de francophones effectivement pratiquants (le rapport évoque plus de 500 millions de francophones en 2050) que pour le rôle et la dimension internationale de notre langue.

Certes, le français n'a plus la place de première langue internationale qui était la sienne jusqu'au début du XXème siècle. L'intensification des échanges et la mondialisation ont rendu nécessaire l'utilisation d'un instrument de communication planétaire. C'est un fait. Faut-il pour autant considérer qu'il n'y a plus de place pour d'autres langues, et renoncer à promouvoir notre langue à l'étranger, alors qu'elle est un instrument essentiel de la diversité culturelle ? Je suis convaincu du contraire. Il est illusoire de penser que nous pouvons promouvoir avec la même efficacité notre pays en anglais. Certes, la langue ne doit pas être un obstacle pour échanger et commercer avec le monde, et il faut accepter parfois de le faire en anglais, plutôt que de risquer de restreindre la diffusion de nos idées, perdre un marché



ou des étudiants attirés par notre enseignement supérieur. C'est pour cela que nos universités et nos grandes écoles proposent près de 600 formations en anglais à des étudiants qui deviendront ensuite de vrais francophones. Mais la France mène aussi une politique déterminée, relayée par nos postes diplomatiques, pour aider tous ceux qui le souhaitent, à accéder à la culture et la langue française. Et ils sont nombreux. Près de 120 millions de personnes apprennent en français et le français. Le français est la deuxième langue étrangère la plus enseignée dans le monde après l'anglais. Ce chiffre a progressé de 6% ces trois dernières années, ce qui contredit les tenants de la théorie du déclin.

Ainsi, la France soutient et appuie les actions de l'OIF et de ses principaux opérateurs comme l'Agence universitaire de la francophonie et TV5MONDE qui, avec RFI et France 24, assure une présence audiovisuelle mondiale à la langue française. Sous la houlette vigilante et déterminée de Jean-Pierre Raffarin, Représentant personnel du Président de la République pour la Francophonie, elle se démène, avec l'OIF et ses partenaires francophones pour que le français demeure une grande langue internationale dans les enceintes multilatérales et les événements internationaux, que ce soit

à New York, Bruxelles ou auprès des comités organisateurs des Jeux olympiques ou des Expositions Universelles. Elle le fait avec son réseau de 470 lycées français à l'étranger, le premier au monde, qui scolarise 290.000 élèves, dont une majorité d'élèves étrangers. Elle le fait en promouvant l'utilisation du français auprès des publics scolaires, universitaires et professionnels, par le soutien aux organisations de professeurs de français, la mise à disposition d'enseignants et d'assistants de langue, le soutien aux sections bilingues qui rassemblent aujourd'hui 1 700 000 d'élèves. Elle le fait à travers l'offre de cours de notre réseau culturel : nos Instituts français et les Alliances françaises accueillent chaque année près de 700.000 personnes qui viennent y apprendre notre langue, et délivrent près de 300 000 certifications. L'Institut français, le nouvel opérateur du Ministère des affaires étrangères et européennes créé pour mettre en œuvre l'action culturelle de la France à l'étranger, s'est vu confier dans ses missions prioritaires, celle de la promotion de notre langue, qui va évidemment de pair avec la promotion de notre création artistique, du débat d'idées et de nos savoirs. Cette action est soutenue et appuyée par de nombreux partenaires : ministères de l'éducation nationale et de la culture, CIEP, Fondation Alliance française, CAVILAM, etc.

Le slogan « Oui, je parle français ! » ne relève ni de la méthode Coué ni de la langue de bois, mais tout simplement d'une conviction : celle que la langue française est plus vivante que jamais, grâce à tous ceux qui l'aiment et la pratiquent, comme langue d'accès aux savoirs, langue de culture, langue commerciale, langue de communication dans les enceintes et les échanges internationaux, comme partage de valeurs aussi. Cette conviction, je veux en faire une ligne directrice de la politique menée par le ministère des Affaires étrangères et européennes. C'est la raison pour laquelle je réunirai à Paris les 19 et 20 octobre prochains des « Etats Généraux de la promotion du français dans le monde » pour permettre à tous les acteurs français de cette politique, en liaison avec nos partenaires de la Francophonie, de discuter et de valider les grandes priorités et les grands instruments de cette « ardente obligation » que doit être pour nous tous le développement de la langue française partout dans le monde.

Alain JUPPÉ
Ministre d'Etat
Ministre des Affaires étrangères et européennes.

Sommaire

N°11 SEPTEMBRE 2011

P.2 ALAIN JUPPÉ Edito

P.4 OMER LAOR Le français en Israël



P.5
ÉMILIE LAOT
Objectifs pour le Millénaire

P.6 FRÉDÉRIC BOUILLEUX 3 espaces linguistiques

P.7 HYAM YARED J'écris en français

P.8 NICOLE GILLET Festival de Namur

P.9 CHRISTINE SAINT-PIERRE Le français au Québec

P.10 KARIN OSSWALD Solidarité en Tunisie

P.11

XAVIER MARQUET
Maghreb-Orient express

P.12 D. ÉPOTÉ - A. DIOP
Afrique Presse

P.13 ARNAUD GALY ZigZag

P.14 SÉGOLÈNE ROYAL L'A.I.R.F.



P.15
LE RUGBY
EN FRANCOPHONIE
Patrick Ténèze

P.16 FRANCIS HUSS, JEAN-YVES LECONTE
ET DENISE REVERS-HADDAD
Des députés des Français de l'Etranger

P.18 BERNARD CERQUIGLINI
Les 50 ans de l'AUF

P.19 LA FRANCOPHONIE EN BREF

P.20 DILEM ET SON CLIN D'OEIL

LA LANGUE FRANÇAISE EN ISRAËL

Autrefois considérée comme langue internationale en Israël, le français se situe aujourd'hui derrière l'anglais et le russe, langues parlées par un grand nombre d'immigrants, l'hébreu et l'arabe, langues officielles du pays. Nonobstant, le français a toujours été particulièrement présent dans la jeune histoire de l'Etat d'Israël. Il est en effet traditionnellement enseigné et utilisé dans l'administration depuis la naissance de l'Etat, notamment du fait qu'il s'agit de la langue véhiculaire d'un grand nombre d'immigrants juifs originaires du Maghreb. Actuellement, le français est parlé par une population estimée entre 350 000 et 800 000 locuteurs – 5 à 10% de la population – soit comme langue maternelle, soit en tant que seconde langue. Après quelques décennies de recul, un vent nouveau souffle sur la francophonie grâce à l'arrivée récente d'immigrants français. Aujourd'hui, la France est au 3ème rang en termes d'origine des immigrants et entre 1989 et 2009, 39 022 citoyens français s'y sont installés. Le taux d'immigration française a particulièrement augmenté dans les années 2000, une période très tendue marquée par des événements comme la deuxième intifada palestinienne. Mais malgré la présence

significative de la langue française en Israël, deuxième pays de la région après le Liban à utiliser le français, le pays n'a pourtant jamais fait partie de l'OIF.

Depuis 1996, dans le système éducatif israélien (secteur juif), le français est enseigné comme deuxième langue étrangère, obligatoire pour tous les élèves de la sixième à la troisième. Le ministre de l'Éducation définit le français comme seule alternative à l'enseignement de l'arabe, la deuxième langue officielle (uniquement parlée par la population arabe), et est désormais une priorité après l'enseignement obligatoire de l'anglais. Le français est enseigné dans près de 200 collèges et lycées, soit quelques 23 500 élèves et 220 enseignants certifiés. Parmi les institutions pédagogiques du secteur arabe (20,4% de la population du pays), seuls 2 lycées proposent l'enseignement du français. Car l'hébreu et l'anglais sont les langues prioritaires pour les arabophones et le français n'est enseigné qu'en troisième langue.

Parmi les lycéens qui choisissent d'apprendre le français, 5000 environ ont passé les épreuves de français du baccalauréat israélien composé de 5 parties qui correspondent aux niveaux d'étude. En 2010, 1250 lycéens ont obtenu leur bagrut de 5 unités, le niveau le plus élevé.

Dans les 3 lycées qui appartiennent au réseau Alliance Israelite Universelle à Haïfa, Tel-Aviv et Jérusalem, le bagrut en français est obligatoire. Le lycée franco-israélien, ouvert en 2007, est le résultat d'une initiative conjointe des gouvernements français et israélien et le premier lycée qui offre deux filières d'études afin d'obtenir le baccalauréat français ou israélien. Situé dans la banlieue est de Tel-Aviv, le LFI propose une éducation bilingue et biculturelle pour la communauté française et la communauté israélienne francophone ou francophile.

En 2010, 250 étudiants se sont inscrits dans les départements francophones de l'enseignement supérieur à l'université de Tel Aviv (membre de l'AUF), celle de Bar Ilan et l'université hébraïque de Jérusalem. Parallèlement 500 étudiants choisissent en option la langue française comme langue étrangère, des étudiants issus des filières communication, cinéma, histoire, droit et sciences politiques. Existente aussi le réseau des Instituts français installés à Jérusalem, Haïfa, Beer Sheva, Nazareth (secteur arabe) et Tel Aviv (1150 inscrits) et enfin, le Netanya Academic College, membre de l'AUF, avec son programme Campus francophone dont la mission principale est l'accueil des étudiants francophones et qui propose des cours optionnels en français aux étudiants des différentes facultés et des cycles d'études en français ouverts au grand public. Depuis 2006, le NAC organise chaque année, à l'occasion de la Semaine mondiale de la Francophonie, un colloque sur le judaïsme et la francophonie, un événement soutenu par l'ambassade de France et TV5MONDE.

RFI - Omer LAOR
* www.eveandersson.com



OBJECTIFS POUR LE MILLÉNAIRE

Le 17 octobre prochain, lors de la Journée internationale de lutte contre la pauvreté, une centaine de pays manifesteront leur refus de la misère pour accompagner le défi des Nations Unies d'éradiquer la pauvreté d'ici 2015, baptisé « Campagne pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement »

Pour RFI, les OMD ne sont plus un secret. Comme le dit Claire Hédon, présentatrice de l'émission *Priorité santé*, « Sur les huit Objectifs du Millénaire, six sont liés à la santé. Le paludisme, le sida, la tuberculose, la lutte contre la mortalité maternelle et infantile ou encore la lutte contre la faim reviennent régulièrement dans l'actualité et pas seulement dans mon émission ». En tant que media ouvert sur l'international, RFI mesure son rôle d'informer son auditoire sur les avancées permises par l'aide au développement mais aussi sur les retards qu'accusent certains pays. C'est pourquoi, en 2010, lors d'une rencontre entre Emmanuelle Bastide, présentatrice du magazine « 7 milliards de Voisins » et Yann Arthus-Bertrand, l'idée a germé de lancer une grande opération de sensibilisation du public aux Objectifs du Millénaire, à cinq ans de l'échéance. L'idée a séduit l'Union européenne qui soutient financièrement le projet.

Ainsi, à partir de septembre 2011 et durant 3 ans, RFI, RFI Roumanie et France24 proposeront des reportages sur les OMD, tandis que la Fondation



Emmanuelle Bastide en Tanzanie

GoodPlanet de Yann Arthus-Bertrand présentera des portraits et des films spécialement réalisés sur ces sujets au sein de l'exposition « 6 milliards d'Autres ». Au menu, des enquêtes, des témoignages, des exploitations pédagogiques

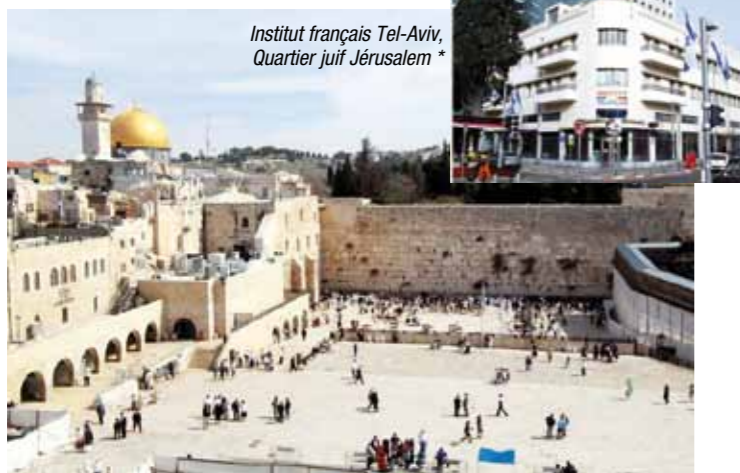
en milieu scolaire, une application iPad® et un site Internet. Autant de moyens pour sensibiliser les opinions publiques françaises et européennes qui, malgré la crise, sont favorables à l'aide au développement, mais souhaitent en savoir plus. « Améliorer les conditions de santé, développer l'éducation primaire, réduire les écarts de pauvreté, voilà entre autres les enjeux des Objectifs du Millénaire », nous dit Yann Arthus-Bertrand. « Cela va demander beaucoup d'efforts. Une des clés de cette réussite sera d'être tous solidaires, et cette solidarité passe notamment par la prise de conscience et la pédagogie ».

Conscience et pédagogie pour éradiquer la pauvreté ? Ou pourquoi pas pour revoir le mode de calcul de l'Indice de Développement Humain du PNUD, comme le suggère l'humoriste Mamane sur RFI : « En République très très démocratique du Gondwana, le PNUD dit que l'espérance de vie ne dépasse pas 28 ans. Mais le PNUD devrait donner les chiffres ainsi : en République très très démocratique du Gondwana, plus on s'éloigne des beaux quartiers, plus l'Indice de Développement Humain fond comme du beurre. Il faudrait donc publier un classement basé sur l'IDH des quartiers populaires et l'IDH des beaux quartiers. Ainsi, certains quartiers de Gondwana City auront le même classement que certains quartiers des Etats-Unis ». A méditer !

RFI - Emilie LAOT-YAHOU

Responsable des Partenariats européens de RFI

Les OMD sur RFI dans *7 milliards de Voisins*, *Priorité Santé*, *C'est pas du vent !*, *l'Atelier des Media* et dans le dossier spécial *Objectifs du Millénaire : 10 ans, l'heure du bilan* de Reporter de France24 et sur le site www.6milliardsdautres.org ou ledeveloppementenquestion.org.



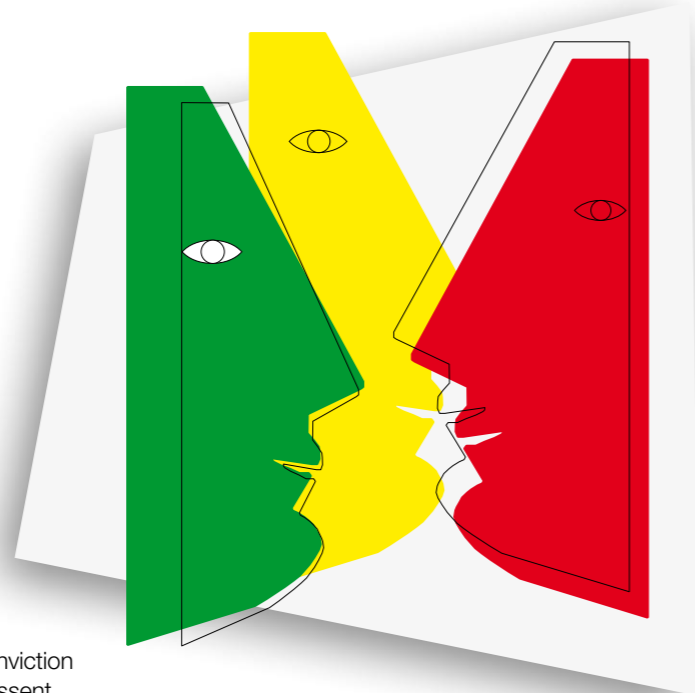
Institut français Tel-Aviv, Quartier juif Jérusalem *

TROIS ESPACES LINGUISTIQUES

Faut-il le rappeler, les langues ne constituent pas seulement des outils de communication neutres et les préoccupations linguistiques ne concernent pas seulement quelques spécialistes isolés. Les langues portent des valeurs, expriment des identités, elles constituent aussi un facteur remarquable de richesse économique et contribuent au développement et à la richesse des nations et des peuples.

C'est sur la base de cette conviction que depuis dix ans se réunissent régulièrement les Secrétaires généraux et exécutifs des Trois Espaces Linguistiques – francophone, hispanophone et lusophone – pour travailler ensemble à la poursuite d'un objectif qu'ils partagent – l'affirmation et la promotion de la diversité culturelle et linguistique dans le monde – convaincus qu'ils sont de l'appauvrissement que constituerait le monopole d'une seule langue et d'une seule manière de voir dans un monde globalisé. Actuellement ce réseau des Trois espaces linguistiques comprend 103 Etats répartis sur les cinq continents et regroupent plus de 900 millions de locuteurs dans l'une ou l'autre langue. Pour célébrer cet anniversaire, les Secrétaires généraux et exécutifs du Secrétariat Ibéro-américain (SEGIB), de l'Organisation des Etats Ibéro-américains pour l'Education, la Science et la Culture (OEI), de la Francophonie (OIF, AUF), de la Communauté des Pays de langue portugaise (CPLP) et de l'Union latine se sont réunis à Madrid le 10 juin dernier à l'invitation du Secrétaire général Ibéro-américain.

Après avoir examiné le bilan des principales activités réalisées par chacune des organisations dans le cadre de ce réseau TEL, se félicitant notamment de leur engagement en faveur de l'adoption puis de la ratification de la Convention



de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, ils ont affirmé leur détermination à obtenir un meilleur usage effectif des langues espagnole, française et portugaise dans le système onusien et au sein des différentes organisations internationales régionales ou sous-régionales. Ils ont souhaité dynamiser la promotion active de ces langues au sein des différents blocs économiques régionaux et ont décidé de consolider concrètement leur coopération notamment en garantissant la mise en place effective du système d'accès universel aux ressources technologiques dans les trois langues et en recommandant l'introduction dans les systèmes éducatifs de leurs pays membres d'un dispositif pilote de formation en intercompréhension permettant aux locuteurs de ces trois langues romanes de se comprendre réciproquement, chacun parlant sa propre langue. Une mobilisation en faveur d'un appui à la numérisation des œuvres littéraires et audiovisuelles et à la consolidation de réseaux d'industries culturelles performantes a été également décidée.

« Unis dans la diversité », c'est ce slogan que tous les espaces géolinguistiques doivent adopter et mettre en œuvre pour que le monde de demain soit plus harmonieux, plus riche, plus pacifique.

OIF - Frédéric BOUILLEUX

Directeur de la langue française et de la diversité culturelle et linguistique.

J'ÉCRIS EN FRANÇAIS AVEC MA LANGUE ARABE

Née en 1975 à Beyrouth, auteure de trois recueils de poésie, Hyam Yared publie en 2006 son premier roman *L'Armoire des ombres*. Entre deux langues, elle a choisi d'écrire en français, une langue où le symbole de l'ailleurs était pour elle possible. Son dernier roman *Sous la tonnelle* * vient de recevoir le Prix Richelieu de la Francophonie, en partenariat avec TV5MONDE.

Dans l'histoire du Liban et des relations franco-libanaises, le français est ancré dans la culture libanaise. Longtemps cette langue a bénéficié d'une implantation remarquable, faisant du Liban aujourd'hui trilingue, un pays bilingue. Si les ramifications de l'implantation du français en terre libanaise sont aussi innombrables que le métissage du Liban lui-même, ce n'est pas dans cet historique-là que j'ai inscrit mon choix linguistique. Ce ne fut pas non plus pour moi un choix politique, nonobstant les nombreux attraits que j'ai pour cette langue dans laquelle fut écrite la charte des droits de l'Homme de laquelle a découlé le principe contemporain de démocratie et de laïcité, je dis bien principe, car entre l'intention et l'application, il y a des gouffres que l'Histoire transforme en fosses communes. Comme beaucoup, j'ai eu un intérêt politique mitigé et critique du rapport violent de la France, sous couvert de protectorats divers, aux minorités et une aversion indicible en faveur des peuples colonisés qui, au nom de je ne sais quelle hégémonie culturelle, ont payé de leurs racines linguistiques, culturelles et culturelles. Comment parler de l'implantation d'une langue sans mentionner ce douloureux épisode, où la dignité universelle continue d'être en jeu à chaque

fois qu'un seul esclave tombe dans l'oubli de son anonymat.

Je voudrais, en parlant du choix du français pour langue d'écriture, commémorer tous les martyrs de cette langue, tous ceux qui ont, par leurs sacrifices, contribué au caractère métissé et universel de cette langue. Oui la langue française reste malgré les obstacles rencontrés et le danger de ratissage de la diversité par l'hégémonie d'une langue unique, un message de lutte intérieure pour plus de tolérance.



Elle m'a permis de cultiver par l'écrit ma bivalence linguistique comme un ciment garantissant ma propre complexité ainsi que celle du monde. Car quelle meilleure preuve de la capacité d'une langue à englober la complexité sinon sa grammaire. Quel meilleur exemple de solidarité syntaxique que cette langue qui permet tant de propositions subordonnées ou relatives et de conjonctions de coordinations dans une seule phrase. Une langue qui prévoit de contredire, d'approuver, de lier, de corroborer, de citer, ne peut qu'inclure l'altérité, pour peu que nous sachions lui restituer son caractère liant, car la structure grammaticale du français se prête à merveille aux détails, au divers, aux nuances. C'est à celui qui l'utilise de faire en sorte que la forme rejoigne le fond.

Toute langue est tentée d'en écarter une autre, toute langue est sujette à basculer dans le refus de l'interpénétrabilité. Elle est là, la lutte : dans un français ouvert comme un message délivré aux pays qui, au XXIème siècle, ferment leurs frontières. L'unique aspect politique de mon choix résiderait dans mon désir d'utiliser un français qui puisse accepter mon arabité. Car j'écris en français avec ma langue arabe.

Hyam YARED

*Edition Sabine Wespieser

C'EST PARTI POUR UN NOUVEAU QUART DE SIÈCLE !

Du 30 septembre au 7 octobre prochains, le Festival de Namur largue les amarres pour un périple hors du commun à la découverte des cinémas de la francophonie.

Nicole Gillet vous êtes Déléguée générale du Festival de Namur qui fête cette année ses 26 ans. Pouvez-vous nous rappeler les grands objectifs de ce festival ?

Tout au long de ces 25 éditions, des lignes de forces se sont dégagées au sein du Festival. Pour son nouveau départ, le FIFF compte réaffirmer les objectifs essentiels qu'il poursuit depuis le début : explorer des univers cinématographiques, éduquer au cinéma et par le cinéma, encourager la production et la création cinématographiques et bien entendu, fêter le cinéma francophone. Ce sont plus de 120 films que le public découvrir à Namur. Des avant-premières européennes et mondiales, des compétitions officielles dotées d'aides à la distribution et à la diffusion pour un montant de 70 000€, dont 7500€ via TV5MONDE.

Le FIFF est aussi un rendez-vous incontournable pour les professionnels du 7^{ème} Art, en quoi est-il un vecteur de la Francophonie ?

En effet, nous organisons cette année encore le 8^{ème} Atelier d'expertises – Forum francophone de la production, qui offre un accompagnement toujours plus approprié et efficace aux artisans du cinéma francophone. Nous attachons par exemple beaucoup d'importance à l'Atelier d'écriture *De l'écrit à l'écran* qui s'adresse aux auteurs-réalisateurs des pays du Maghreb, de l'Afrique subsaharienne et du Proche-Orient francophone. Cet atelier permet de favoriser la création d'œuvres cinématographiques à travers l'accompagnement scénaristique de 4 projets. D'autre part, nous avons mis en œuvre le *FIFF Campus*, le volet pédagogique du festival, qui convie 7500 jeunes à découvrir le 7^{ème} Art francophone et à participer aux ateliers et rencontres liés aux projections. Pour moi, ces échanges, cette mixité, ces métissages sont l'essence d'une Francophonie vivante, accueillante et qui rayonne dans le monde... C'est pourquoi nous invitons aussi des groupes musicaux, organisons des quizz cinéma, des tests à l'aveugle, des concours de films sur mobile... la convivialité du Festival de Namur n'est plus à prouver !

TV5MONDE - Entretien Nelly BELAIEV

En partenariat avec TV5MONDE (Programmation spéciale sur les antennes).

Plus d'infos : www.tv5monde.com et www.fiff.be.

“LA FRANCOPHONIE, C'EST LE FAIT FRANÇAIS EN AMÉRIQUE DU NORD”

De passage à Paris, Christine Saint-Pierre, la Ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du gouvernement du Québec, également Ministre en charge de TV5MONDE pour le Québec, a parlé avec fougue de la francophonie.

La francophonie au Québec est une vraie culture : sur un petit territoire, nous représentons les 2% de la population francophone de l'Amérique du Nord. Le Canada compte 8M de francophones dont 6M au Québec, mais c'est très peu par rapport à la population d'Amérique du Nord évaluée à près de 300M de personnes. Nous sommes donc vraiment entourés d'anglophones et cela nous donne ce sentiment d'urgence, de fragilité du français. On peut peut-être mal le comprendre ici mais au Québec, depuis 400 ans, on travaille pour la défense du français ; c'est un défi de tous les instants, un défi qui ne sera jamais achevé car il faudra toujours se battre.

Monolinguisme ou multilinguisme, que privilégiez-vous ?

Apprendre une autre langue c'est un peu comme si vous aviez une autre fenêtre à votre maison pour voir les choses autrement. Notre bataille, c'est de rester toujours fidèle à notre langue mais en même temps de s'ouvrir à d'autres langues. Un mouvement a existé au Québec, il y a plusieurs années, selon lequel il ne fallait pas apprendre la langue de l'ennemi. Par exemple, au Canada, la communauté acadienne protège la langue française dans l'Est du Canada, vers le Nouveau Brunswick, la Nouvelle Ecosse, une tâche difficile car les Acadiens sont plus petits en nombre.

Une langue évolue, s'enrichit d'emprunts, se métisse, qu'en est-il au Québec ?

Ici, en France, on emploie beaucoup d'anglicismes alors que, chez nous, c'est le contraire, on essaie toujours de trouver l'équivalent français. On emploie courriel et non mail, on utilise le mot clavardage lorsqu'on communique sur Internet. On essaie au maximum de chasser de notre vocabulaire les anglicismes : on ne dira pas parking mais stationnement, pas week-end mais fin de semaine. Mais souvent, on fait des fautes de grammaire, de syntaxe car le français reste une langue difficile.

Les artistes, écrivains ou chanteurs québécois, adoptent-ils aussi la même attitude ?

Comme Anne Hébert, des écrivains sont venus s'installer en France pour réussir sur le marché français. Maintenant,

de plus en plus d'éditeurs s'intéressent aux auteurs francophones du Québec et ce sont d'ailleurs nos meilleurs ambassadeurs. La chanson aussi est très présente : les jeunes sont très fiers de chanter en français mais on sent une attirance vers le marché anglophone parce que leur succès là-bas sera plus grand.

Les autorités œuvrent-elles aussi dans ce sens ?

Nous avons la loi 101. L'ancien Premier ministre, Robert Bourassa avait décrété que le français était la langue officielle du Québec. Certains articles de cette loi rendent obligatoire l'école publique en français pour les enfants issus de l'immigration. Et ce pour assurer la pérennité du français. Lors du dernier Sommet de la Francophonie de Montreux, le Premier ministre actuel Jean Charest a suggéré d'organiser un grand Sommet sur la langue française en juillet 2012. En fait, il nous faut prendre conscience que le français est bien présent, que nous sommes nombreux sur la planète à le parler et le défi qui se présente à nous est de le rendre pérenne. Et si nous le faisons ensemble, cela montrera que nous sommes fiers de notre langue et que nous allons la protéger pour les générations à venir.

RFI - Entretien Vicky SOMMET





Mouna El Banna à gauche et Walid Abbas (formateur MCD) à droite, entourant une stagiaire.

FRANCE-TUNISIE : LA SOLIDARITÉ ENTRE JOURNALISTES

Après plusieurs décennies d'isolement, les journalistes tunisiens renouent avec leurs confrères étrangers et c'est naturellement vers les médias francophones, français notamment, qu'ils se sont spontanément tournés après la chute de l'ex-Président Ben Ali.

Pour assurer la période délicate de l'après-révolution, le nouveau gouvernement avait rappelé deux journalistes connus pour leur indépendance et leur intégrité professionnelle. Habib Belaïd et Mokhtar Rassâa étaient tous deux à la retraite lorsqu'ils ont accepté de diriger la radio et la télévision nationales. Au lendemain de la *Révolution du jasmin*, des représentants de l'Audiovisuel Extérieur de la France se sont rendus à Tunis pour les rencontrer et leur proposer le soutien de RFI et de France 24. L'objectif était d'aider les journalistes tunisiens à la mise en place de pratiques professionnelles basées sur la liberté d'expression, le pluralisme, la déontologie et la responsabilité éditoriale.

Ainsi, avec le concours de l'Ambassade de France et de Canal France International, près d'une centaine de journalistes de la radio ont suivi des sessions de formation à la couverture des élections et à l'animation de débats et d'émissions interactives. Ces séances, en arabe et en français, ont été animées par des journalistes de Monte Carlo Doualiya et de RFI. De même, une vingtaine de journalistes de la télévision ont suivi un stage animé par des reporters de France 24. « Aller à la rencontre de nos confrères de la

télévision tunisienne, les aider à retrouver des repères professionnels après toutes ces années de censure, a été une grande expérience sur le plan journalistique, mais aussi humain » explique Antoine Cormery, Directeur de l'Académie France 24. « Honnêtement, je sens une amélioration et un changement dans la façon de travailler » confie à l'issue du stage la journaliste de la radio Amel Chakchouk.

Après ceux de Tunis, les journalistes en poste dans les stations régionales ont pu bénéficier des mêmes formations, grâce cette fois à un financement européen. L'Organisation Internationale de la Francophonie s'est elle aussi fortement impliquée : en partenariat avec l'Instance Nationale pour la Réforme de l'Information et de la Communication, l'OIF a soutenu l'élaboration d'un Guide du journaliste tunisien en période électorale. Elle a également initié un atelier de formation des journalistes sur le traitement des sondages en période électorale et envisage d'autres actions, notamment avec l'Agence France Presse.

Après la *Révolution du jasmin*, les journalistes tunisiens savent pouvoir compter sur la solidarité de leurs confrères francophones.

RFI- Karin OSSWALD

MAGHREB-ORIENT EXPRESS, RENDEZ-VOUS EN TUNISIE

Chaque dimanche, Maghreb-Orient Express donne la parole aux acteurs des transformations démocratiques en cours en Méditerranée. Depuis le début de l'année, Mohamed Kaci a reçu sur le plateau de l'avenue de Wagram les personnalités du monde culturel, politique, économique et médiatique qui font l'actualité en Egypte, en Syrie, au Maroc, et bien sûr en Tunisie...

Après le tournage d'une émission le 11 septembre au Caire, toute l'équipe de Maghreb-Orient Express débarque en octobre prochain en Tunisie pour deux numéros exceptionnels. De Sidi Bouzid à Tunis en passant par le Kef, le pays tout entier vivra alors au rythme des débats et des sondages. Le 23 octobre, les Tunisiens participeront au premier scrutin depuis la révolution pour choisir leurs représentants à l'Assemblée constituante. En effet, depuis le 14 janvier et le départ en exil de l'ancien Raïs, l'histoire de la Tunisie a connu un coup d'accélérateur inédit. Il y a eu les remaniements, les procès Ben Ali-Trabelsi, le G8 de Deauville, l'inscription sur les listes électorales, les premiers meetings des opposants historiques ... Tous ces événements ont été largement commentés au fil des émissions par les invités de Mohamed Kaci : parmi eux, la metteuse en scène Myriam Marzouki, les réalisateurs Youssef Chebbi et Mehdi Ben Attia, la cyberactiviste Mouna Ben Halima, la chanteuse Emel Mathlouthi, la publicitaire Syrine Chérif, la photographe Rim Temimi sans oublier l'avocate Samia Maktouf. Toutes ces personnalités de la société civile tunisienne ont décrypté ces événements, et confronté les points de vue avec

d'autres invités venus de toute la Méditerranée. A l'occasion des émissions qui seront tournées en Tunisie, l'équipe de Maghreb-Orient Express travaillera avec les journalistes et les techniciens de la Télévision Tunisienne Nationale. Objectif : préparer des séquences qui seront diffusées au cours de ces deux spéciales. Les francophones des deux rives de la Méditerranée auront ainsi la possibilité de préparer les reportages en pleine campagne électorale, tout en vivant ensemble cette nouvelle page d'histoire.

TV5MONDE - Xavier MARQUET
Maghreb-Orient Express chaque dimanche à 17h T.U. sur TV5MONDE

A suivre sur les réseaux sociaux :
facebook.com/tv5mondemaghreborientexpress
et twitter : @tv5mondemoe #MOE

A noter, TV5MONDE est également partenaire des événements La Tunisie à l'honneur. La première chaîne francophone internationale a soutenu à ce titre le concert du «Grand Ramdam» à la Cité de la Musique à Paris. Elle diffusera à compter du 10 septembre, sur tous ses signaux, le grand concert de solidarité Hymne à la liberté qui réunit au théâtre antique de Carthage, une quinzaine d'artistes qui viendront célébrer l'espoir d'un renouveau. Avec : Jane Birkin, Le Trio Joubran, Mounir Troudi, Patrick Fiori, Emel Mathlouthi, Ben Dirman, Mohamed Benjemaa, La Fouine, Agnès Jaoui, Rachid Taha, Inna Modja, Magic System, Mickaël Miro, Faudel, Amina, Indi Zahra, Anggun, El General. Diffusion à 21h le 10 septembre sur TV5MONDE France Belgique Suisse.



AFRIQUE PRESSE : UN CLUB DE LA PRESSE FRANCOPHONE SUR L'AFRIQUE

Produite et diffusée sur TV5MONDE et RFI depuis 2001, l'émission *Afrique Presse* invite chaque semaine quatre journalistes à débattre en français de l'actualité du continent. A la veille de son dixième anniversaire sur la chaîne francophone, qu'elle fêtera en octobre à Abidjan, rencontre avec ses deux présentateurs, Denise Époté et Assane Diop.



Comment définiriez-vous Afrique Presse ?

Denise Époté : *Afrique Presse* est un club de la presse francophone sur l'Afrique, qui revient chaque semaine sur les temps forts de l'actualité du continent. Assane Diop et moi-même choisissons deux sujets à analyser en une demi-heure, et nous invitons les journalistes les plus pertinents pour le faire. Parfois, lorsque nous souhaitons approfondir un événement, nous faisons appel à un invité spécial qui vient s'exprimer avec les journalistes durant toute l'émission.

Assane Diop : Nous sommes aussi attentifs aux évolutions de l'art contemporain sur le continent par exemple,

comme nous l'avons montré en invitant récemment l'artiste camerounais Pascale Marthine Tayou.

Qui sont les journalistes invités à Afrique Presse ?

D. Époté : Les studios de TV5MONDE étant situés à Paris, nous nous tournons en priorité vers les rédactions parisiennes réputées pour leur qualité de traitement des affaires africaines : L'Express avec Vincent Hugué, La Lettre du Continent avec Antoine Glaser puis Frédéric Lejeal, le magazine Continental représenté jusqu'à récemment par Francis Laloupe...

On ne peut hélas tous les citer !

A. Diop : Nous invitons aussi des journalistes basés en Afrique et de passage à Paris. Ceux-ci ont souvent une vision assez ample des situations politiques. Récemment, lors d'une émission spéciale consacrée au Burkina Faso, le journaliste ivoirien Venance Konan (Fraternité Matin) a ainsi eu l'occasion de parler du Sénégal avec la plus grande précision, articulant le débat constitutionnel sénégalais avec celui sur l'article 37 de la Constitution du Burkina Faso.

Pourquoi célébrer les dix ans d'Afrique Presse en Côte d'Ivoire ?

D. Époté : Au cours de ces dix dernières années, la Côte d'Ivoire a été le pays le plus traité dans notre émission. Après la crise post-électorale, qu'a connue le pays, il nous a semblé utile d'accompagner la réconciliation nationale en nous tenant aux côtés de la presse ivoirienne,

et dresser avec elle le bilan aussi bien politique et médiatique de ces dix dernières années.

A. Diop : Notre émission *spéciale 10 ans*, d'une durée de 52 minutes, aura pour invité Charles Konan Banny, président de la Commission dialogue, vérité et réconciliation. On voit bien là l'importance d'une émission comme la nôtre : en portant la voix des médias ivoiriens, elle relaie le travail d'une *commission vérité* ivoirienne qui, comme les structures qui l'ont précédée en Afrique du Sud ou en Sierra Leone, a particulièrement besoin des médias pour faire connaître ses travaux et mettre en oeuvre le processus de réconciliation.

TV5MONDE - Entretien Thomas LEGRAND



ZIGZAG, UNE FENÊTRE OUVERTE SUR LA FRANCOPHONIE

ZigZag est à l'image de la francophonie, une passerelle reliant des fenêtres ouvertes ! Un outil d'information pour ceux qui réfléchissent et agissent afin que la francophonie soit vivante. ZigZag donne la parole à la communauté qui pense, sans arrogance, que la langue française est un merveilleux passeport, une clé pour entrer dans la culture de « l'Autre » et la savourer. ZigZag écoute, interroge, lit, décortique les mots et les actes des Uns et des Autres !

Né à l'automne 2009, ZigZag présente depuis, en mots et en images, l'espace francophone dans sa diversité humaine et géographique ; il ouvre ses pages aux débats qui bousculent la société, le multilinguisme, le multiculturalisme, la place de l'éducation et de la culture... ZigZag s'adresse à tous les francophones et francophiles. Il s'attache à offrir une porte d'entrée à chaque lecteur, quelle que soit sa motivation première : en publiant des portraits, des interviews, des reportages de terrain, des opinions, des articles sur l'environnement, l'histoire et le voyage, une revue



Arnaud Galy en reportage à Istanbul sur les pas de Pierre Loti.

de presse internationale et francophone, des communiqués annonçant des concours, des festivals, des colloques, en informant sur des initiatives émanant des organisations ou associations œuvrant pour la promotion de la langue française ou la coopération internationale, et en listant des adresses de blogs ou de sites pertinents, en mettant en ligne des reportages, divertissants et rigoureux, accompagnés de

lexiques* et de lectures audio à destination, entre autres, des enseignants et des apprenants.

Ainsi ZigZag part sur les traces d'un écrivain algérien ou togolais, d'un chanteur suisse, d'un directeur d'Alliance Française, de l'animatrice du festival de théâtre francophone de Berlin, d'une universitaire libanaise, d'une anthropologue et architecte marocaine, d'un responsable de projet de l'OIF ou de la CONFEMEN, d'un dessinateur de BD québécois...

ZigZag a besoin de vous ! Communiquez avec nous, informez-nous de vos initiatives. Proposez vos contributions, aidez-nous à enrichir nos lexiques avec votre langue maternelle... Réseautons pour aller directement à l'essentiel : que vive la diversité culturelle grâce à la francophonie et au multilinguisme !

*anglais, espagnol, portugais, russe, polonais, roumain.

L'équipe de ZIGZAG

Iulia, Arnaud, Nhumai, Bozena, Adama, Manuela, François, Rustam... journalistes, enseignants, artistes, militants des quatre coins de la planète francophone...

www.zigzag-francophonie.eu

“MON INTÉRÊT POUR LA FRANCOPHONIE”

Mon intérêt pour la Francophonie tient au fait qu'elle est un élément nécessaire pour un monde qui a besoin à la fois d'universalité et de diversité : l'humanité doit rester riche de sa diversité linguistique comme la planète doit rester riche de sa biodiversité.

Un développement durable, humain, juste et solidaire ne peut exister qu'en s'appuyant sur l'entrecroisement des cultures, le dialogue des civilisations. La Francophonie - avec les autres grands espaces linguistiques et civilisationnels - offre un champ pour le « Vivre ensemble » différents. La Francophonie n'est pas une identité fermée et monolithique, c'est un espace ouvert, en mouvement où les relations humaines, politiques, économiques, culturelles se nourrissent d'éléments communs et singuliers. La Francophonie traverse tous les continents, elle est confrontée à tous les défis - de la lutte contre l'inégalité, la pauvreté, la santé, l'éducation... comme aux grandes questions de la planète de l'économie des ressources à la maîtrise humaine des savoirs, des richesses, des pouvoirs à la lutte contre le changement climatique. C'est un point d'appui formidable pour une grande politique de la France dans le monde. C'est pourquoi en m'appuyant sur les Sommets de la Francophonie et sur les objectifs des grandes organisations et opérateurs mondiaux tels que l'ONU et l'OIF, j'ai proposé un programme d'actions aux 150 régions et provinces francophones de l'AIREF autour de 3 axes : une Francophonie utile au développement avec des objectifs concrets de coopération immédiatement perceptibles pour les populations, une Francophonie planétaire où s'entrecroisent des relations intercontinentales et une Francophonie des bonnes pratiques de gouvernance où le rôle accru des Régions favorise une démocratie participative.

Le bilan de l'engagement de la Région Poitou-Charentes dans la coopération décentralisée et dans la Francophonie a été un point d'appui pour apporter une contribution au mouvement qui s'affirme en faveur d'une Francophonie de 3ème génération répondant aux enjeux de notre époque. L'essentiel de l'engagement de la notre région se concentrait sur 3 pays engagés eux aussi : le Sénégal, le Québec, le Vietnam. Nous avons donc des expériences, des résultats que nous avons apportés au patrimoine commun de l'ensemble des Régions du monde. Par exemple : le bilan des « Bourses Désir d'Entreprendre » comme réponse concrète aux problèmes de l'emploi et du développement local à Fatick (Sénégal) permet de proposer un objectif de 10 000 créations d'entreprises au niveau de l'espace francophone. Dans toutes les Régions, nos bilans, nos expériences appellent des besoins d'échanges, de mutualisation entre les ONG, les organismes tels que les chambres consulaires, les villes et les instances officielles étatiques ou continentales. Comme les autres Régions, nous avons en Poitou-Charentes pris conscience de ces nécessités et avec l'AIREF nous voulons y

répondre plus fortement.

Naturellement dans les objectifs politiques, économiques, humanitaires et culturels de notre plan d'actions il y a la défense de la langue française. En tant que Présidente de l'AIREF, j'ai apporté mon soutien aux initiatives qui sont prises sur ce terrain et nous participerons au 1er Forum Mondial de la langue française qui aura lieu en 2012 à Montréal sous l'égide de l'OIF et du Gouvernement québécois. Défendre la langue française n'est pas un repli identitaire. Notre combat pour la langue française est un combat contre l'appauvrissement, le formatage linguistique. Il y a besoin de développer la multiplicité des langues c'est la condition pour que chaque peuple, chaque être humain apporte au monde son originalité : comme le disait Boutros Boutros Ghali, « N'oubliez pas, vous les Français, que vous n'êtes pas les seuls propriétaires du français ». Nous ne l'oublions pas ! Nous voulons un monde où les langues, les cultures, les peuples, les femmes, les hommes se rencontrent avec leurs différences pour vivre ensemble, chacun apportant sa pierre à tous.

Ségolène ROYAL

*Présidente de l'Association internationale des Régions Francophones
Présidente de la Région Poitou-Charentes*



LE RUGBY EN FRANCOPHONIE

Patrick Ténèze a organisé au nom de l'AEFE la participation des lycées français à la prochaine Coupe du monde de rugby en Nouvelle Zélande, avec le projet Jeunes Rugby Reporters.

Le sport est au cœur de nombreux projets éducatifs du réseau des lycées français à l'étranger. Quelle en est la raison ?

La France dispose d'un réseau de plus de 480 écoles, collèges et lycées, présents dans 130 pays, qui scolarisent 300 000 élèves. L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger - l'AEFE - pilote et anime ce réseau et sa directrice, Anne-Marie Descôtes, souhaite favoriser une pratique ouverte et diversifiée du sport dans tous les établissements. Le sport fédère et permet des rencontres enrichissantes dans toutes les langues, tout autour de la planète. Avec les enseignants d'EPS et avec l'appui du mouvement sportif, nous avons monté des projets pour associer nos élèves à de grands événements mondiaux. Cela a débuté en 2007 avec la coupe du monde de rugby en France. Nous avons continué en 2010 avec la coupe du monde de football en Afrique du Sud et les championnats du monde d'escrime au Grand Palais à Paris. Avec l'UNSS (Union nationale du sport scolaire), nous avons même créé les Jeux internationaux de la jeunesse (JIJ) qui se sont déroulés en mai dernier sur les plages d'Arcachon. Les équipes de nos établissements organisent aussi de très belles manifestations régionales inter-établissements : du rugby autour de la Méditerranée, du foot sur le continent américain, des jeux multisports en Afrique, Asie et Europe...

En quoi le rugby en particulier constitue-t-il un facteur d'éducation ?

Les valeurs du rugby sont bien connues : engagement, dépassement de soi, esprit d'équipe... Nous y adhérons complètement. Et elles sont en parfaite harmonie avec les valeurs de tolérance et d'ouverture aux autres qui sont chères à notre réseau. Pour la prochaine coupe du



monde de rugby en Nouvelle-Zélande, le projet Jeunes Rugby Reporters (JRR) va combiner la passion de ce sport et cet esprit d'ouverture. Ce projet est mené avec le soutien du CLEMI (Centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information) et de TV5MONDE. Grâce aux nouveaux outils de communication et aux réseaux sociaux, nos jeunes rugby reporters vont nous faire partager une belle aventure sportive et culturelle.

Le sport est-il un bon vecteur pour promouvoir la francophonie ?

Le français est la langue de scolarisation de tous nos élèves, français et étrangers. Il est important de pouvoir vivre cette langue sur les stades et dans les gymnases, autant dans la pratique quotidienne que dans les grandes compétitions internationales. Le sport, c'est aussi une fête, avec une dimension culturelle. La langue française comme relais, quel beau challenge sportif !

TV5MONDE - Entretien Ivan KABAKOFF

FRANCIS HUSS, JEAN-YVES LECONTE ET DENISE REVERS-HADDAD, VICE-PRÉSIDENTS DE L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Les 2,5 millions de Français qui vivent à l'étranger ont déjà leurs sénateurs. A l'occasion des législatives de 2012, les expatriés qui se seront inscrits sur les listes électorales seront invités, pour la première fois, à élire 11 députés. Le principe d'égalité entre citoyens sera-t-il ainsi pleinement atteint aux yeux de l'AFE ?

Les Français de l'Étranger étaient déjà représentés par 12 sénateurs et 155 Conseillers à l'AFE. L'arrivée des 11 députés complète le dispositif. Les Français de l'étranger disposeront ainsi, comme tous les Français, d'une représentation parlementaire complète. L'Assemblée des Français de l'étranger joue un rôle dans l'action des pouvoirs publics français vis-à-vis des Français de l'étranger à l'instar d'une collectivité locale en France. Elle doit se réformer pour rendre son fonctionnement plus efficace et disposer de plus de capacités décisionnelles.

David Douillet vient de rejoindre le gouvernement en qualité de Secrétaire d'Etat chargé des Français de l'étranger. Une première, là aussi. Comment votre action va-t-elle s'articuler avec la sienne ?

F. Huss et D. Revers-Haddad : Il est important pour nous d'avoir au gouvernement un intermédiaire spécialisé. Il devra contribuer à réduire le déficit d'image des Français de l'Étranger auprès des pouvoirs publics, de la presse et de l'opinion, très mal informés sur nos réalités. Nous devons avoir des contacts permanents avec lui pour éclairer son action afin de résoudre les problèmes des Français de l'Étranger et appuyer notre projet de réforme.

J-Y. Leconte : A moins d'une année des premières élections législatives à l'étranger, la nomination d'une personnalité connue et populaire mais peu familière des problèmes que nous rencontrons au quotidien est naturellement suspecte d'électorisme. Au regard de l'affaiblissement du réseau consulaire, de ses moyens depuis de nombreuses années, l'intérêt de cette nouvelle fonction se mesurera à sa capacité à retourner cette tendance. Il aura fort à faire dans un environnement

où l'on doit constater, derrière les effets d'annonces, le désengagement de la France à l'étranger et un climat de suspicion vis-à-vis des Français de l'étranger et de la pluri-nationalité.

L'AFE a-t-elle des équivalents dans d'autres pays ? L'intégration européenne induit-elle de nouvelles logiques ?

Nous avons pris l'initiative en 2008 de réunir des représentants de 26 pays européens pour une Journée des Européens résidant à l'Étranger. Une seconde Journée a été organisée en 2010 par nos amis italiens. Nous avons ainsi eu des relations avec des organismes équivalents en Espagne, Italie, Estonie et Portugal. Nous leur avons proposé d'institutionnaliser nos relations par la création d'un Conseil des Européens résidant à l'étranger ; les contraintes budgétaires ont ralenti ces initiatives qui méritent pourtant d'être poursuivies pour accompagner la mise en place du service européen extérieur dirigé par Catherine Ashton. Celui-ci doit être au service des citoyens européens vivant hors de l'Union, au service des politiques communes (par exemple de la délivrance des visas Schengen selon des critères uniques) et ne pas seulement être le vecteur de la diplomatie européenne. C'est notre rôle d'y contribuer.

Certains des élus des Français de l'Étranger ont été confrontés, ces derniers mois, à des situations de crises politiques parfois très aigües. Quel peut être leur rôle dans les relations bilatérales entre leurs pays d'accueil et la France ?

Les élus ont un rôle important à jouer auprès de leurs compatriotes pour la protection des personnes, mais seulement un rôle d'écoute car ils ont un devoir de réserve vis-à-vis de la politique de leur pays d'accueil et ne peuvent mettre en porte-à-faux les Français vivant sur place. Nous représentons les Français vivant dans un ou plusieurs pays et pas la politique du gouvernement. Nous sommes aussi sensibles aux déclarations venues de France et qui ne maîtrisent pas toujours la complexité des situations locales. En cas d'évacuation, les élus seront des acteurs engagés auprès des Consuls. Nous avons aussi un rôle de préparation aux crises par le biais de notre participation aux Comités de sécurité et grâce à la commission de la sécurité qui travaille au sein de notre Assemblée en liaison avec le centre de crise du MAEE.



La transmission de la langue française à vos enfants semble beaucoup vous importer. Le Plan de développement de l'enseignement français à l'étranger adopté en juin dernier en Conseil des ministres participe-t-il de cet enjeu ?

D. Revers-Haddad : Oui, absolument. Nous rappelons qu'après l'anglais, le français est la deuxième langue étrangère la plus enseignée dans le monde. Cet enseignement est présent sur tous les continents. Ce Plan de développement est l'aboutissement d'une large consultation publique du ministère des Affaires étrangères et européennes dont le titulaire n'est autre également que le président de droit de l'Assemblée des Français de l'Étranger, Alain Juppé.

Ce Plan d'action poursuit trois objectifs :

- 1) Conforter les missions et les moyens du réseau scolaire, homologué par le ministère de l'Éducation nationale, en consacrant des moyens publics conséquents (420 millions d'euros par an pour 2011-2013) auprès de 470 établissements qui accueillent près de 300 000 élèves dont 55% d'étrangers dans 130 pays. Ce réseau extérieur exceptionnel par son étendue, sa diversité et les excellents résultats scolaires obtenus régulièrement, est en outre cofinancé par les familles de parents d'élèves, françaises et étrangères, pour plus de 60% du budget total annuel de fonctionnement,**
- 2) Piloter la politique scolaire à l'étranger pour élaborer une véritable stratégie de l'offre scolaire adaptée aux nouvelles attentes des parents d'élèves, associant davantage l'ensemble des partenaires français et étrangers,**

3) Créer un nouvel instrument de développement éducatif FrancÉducation, label officiel délivré à partir de l'année scolaire 2011-2012 à près d'une centaine d'établissements d'excellence étrangers.

J-Y. Leconte : La transmission de la langue française à ses enfants est un enjeu pour chaque famille française à l'étranger. Et il n'est pas toujours aisé. C'est notre rôle que d'aider les familles à y parvenir. Cela passe par le programme FLAM, la coopération éducative et le développement des classes bilingues dans nos pays d'accueil. Et par les écoles françaises à l'étranger. Concernant le Plan de développement de l'enseignement français présenté en conseil des ministres, je n'en attends pas grand chose. Cela fait dix années que ce réseau voit ses moyens baisser, malgré les apparences, ce qui met en péril son objectif de service public. Dans beaucoup de pays, le succès de l'enseignement français s'appuie d'abord sur des équipes qui croient à leur mission et qui essaient de faire le maximum, même en période de difficulté budgétaire. Mais cela ne pourra pas durer éternellement sans réforme de fond. Je ne crois pas que l'on prenne en compte aujourd'hui les conséquences lourdes sur l'avenir du réseau de son sous-financement et de ses difficultés croissantes de recrutement.

**TV5MONDE -
Entretien Michèle JACOBS-HERMES**

L'AUF FÊTE SES 50 ANS

Bernard Cerquiglini, l'Agence Universitaire de la Francophonie, la doyenne des opérateurs de la francophonie que vous dirigez depuis 4 ans, célèbre cette année les 50 ans de son existence. Comment expliquez-vous la montée en puissance des adhésions, avec aujourd'hui 774 universités membres, situées dans 91 pays ?

La Francophonie, on ne le sait pas assez, est née dans l'éducation. Après la CONFEMEN*, c'est en 1961 qu'a été créée l'AUF, issue de la société civile et bâtie sur la libre association d'universités. Il s'agissait pour la communauté scientifique de contribuer, dans son domaine, au mouvement de solidarité universelle que leur avait inspiré un Québécois visionnaire, Jean-Marc Léger. L'AUF continue aujourd'hui à être pionnière dans la sphère de la Francophonie : elle a fait le plein des universités dans les pays traditionnellement francophones et, à présent, elle élargit le cercle. En 2011, elle compte, par exemple, 14 institutions brésiliennes. Des universités coréennes, chinoises, japonaises, indiennes veulent rallier le mouvement. J'entends chez mes interlocuteurs le souci de s'ouvrir à la diversité du monde, de ne pas laisser la connaissance et sa transmission s'enfermer dans une seule langue qui serait l'anglais : ils y voient, comme moi, un risque d'appauvrissement pour la communauté scientifique tout entière.

Vous venez d'être réélu en qualité de recteur de l'AUF. Quelle sera votre principale priorité pour votre second mandat ?

Innovier, c'est être fidèle à nos fondateurs. J'aspire à déconcentrer davantage notre activité, à mieux responsabiliser nos bureaux régionaux. L'AUF dispose de neuf Bureaux à travers le monde. Un 10ème se consacrera prochainement au Maghreb. C'est par leur truchement que l'état-major implanté à Paris et à Montréal pourra accompagner la volonté de dialogue interuniversitaire plus étroite et plus opérationnelle dont nos

membres nous font part, leur souci d'excellence et de positionnement international. C'est avec notre réseau de bureaux oeuvrant sur les cinq continents que nous réussirons à concrétiser les orientations stratégiques décidées par nos instances : privilégier une approche par projets correspondant à des besoins définis par les universités elles-mêmes.

Comment l'AUF participe-t-elle de la lutte contre la fuite des cerveaux dans les pays du Sud ?

Les technologies de l'information ont joué un rôle majeur dans les actions que nous avons menées. Nous avons démultiplié les campus numériques dont les premiers ont été implantés il y a 20 ans à Dakar et à Tananarive. Tout récemment, nous avons en Haïti inauguré quatre nouveaux campus parmi les 12 sollicités par les recteurs de l'île. Nous nous employons aussi à proposer des formations à distance. Et nous avons contribué à ouvrir ou développer des lieux de formation, comme notre Institut de gestion à Sofia, qui ne désemplit pas. Dans le même temps, la mobilité reste un maître-mot du vocabulaire de l'AUF : il s'agit de désenclaver les universités du Sud, et pour les enseignants, les chercheurs, de leur permettre de s'ouvrir à d'autres pratiques, de nouer des liens professionnels durables.

La bonne gouvernance est au cœur des manifestations de votre 50ème anniversaire. L'AUF a la réputation aujourd'hui de montrer l'exemple en la matière ?

Notre gestion est janséniste, c'est vrai ! 82% de notre budget sont consacrés aux actions sur le terrain. Ses bons résultats, l'AUF les doit aussi à l'esprit de solidarité Nord-Sud et de plus en plus Sud-Sud qui anime ses membres et qui va en s'amplifiant. Le recteur de l'Université d'Ottawa me disait récemment combien les étudiants des pays en développement ou émergents apportent à la communauté canadienne. Quant aux universités françaises qui viennent de me recevoir lors de leur Assemblée plénière, elles ont décidé d'être encore plus actives dans la Francophonie par le truchement de l'AUF.

La bonne utilisation des ressources est une chose. Il s'agit dans le même temps de remettre l'université au centre du jeu social et du développement. Les colloques que nous organisons pour nos 50 ans visent à nourrir notre réflexion à cet égard.

*CONFEMEN : Conférence des Ministres de l'Éducation ayant le français en partage.

TV5MONDE - Entretien Michèle JACOBS-HERMES

Les « grands » colloques internationaux du 50ème anniversaire de l'AUF : **Montréal** – 23 et 24 septembre, **Bruxelles** – 9 novembre, **Paris** – 1er décembre

www.auf-50ans.org

TV5MONDE est partenaire média des 50 ans de l'AUF et programmera une émission spéciale de « 7 jours sur la planète » (décembre)

La francophonie en bref



AXELLE RED ET SINCLAIR PARRAINENT LA 3ÈME ÉDITION DU CONCOURS "LES TALENTS ACOUSTIC" 2011

Véritable tremplin pour les futurs talents de la scène musicale francophone, les « Talents Acoustic » de TV5MONDE ont déjà découvert Coco Royal (2009), Cyril Paulus (2011), mais aussi Brigitte et Melissmell finalistes de la première édition. Avec plus de 400 candidatures postées depuis plus de 40 pays, le jury, composé de professionnels de la musique, se réunira en novembre pour désigner les 5 lauréats qui se produiront dans l'émission musicale « Acoustic », présentée par Sébastien Folin. Le vainqueur sera ensuite désigné par vote des internautes.

www.tv5monde.com/talents, inscription jusqu'au 16 octobre 2011.

JOURNÉE EUROPÉENNE DES LANGUES

Le 26 septembre prochain, les langues seront à la fête pour le 10ème anniversaire d'une manifestation voulue par le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, désormais célébrée dans tous les pays membres. Au cœur d'événements petits et grands, les valeurs de tolérance et de découverte de l'autre que véhicule la diversité linguistique et les atouts de toutes natures que génèrent le plurilinguisme et l'apprentissage des langues européennes. RFI, qui diffuse ses programmes en 13 langues et TV5MONDE qui sous-titre les siens en 13 langues, sont parmi les « bons élèves » de cette cause tout au long de l'année. Pour la circonstance, TV5MONDE tournera à Bruxelles un numéro spécial de son magazine hebdomadaire « Le Bar de l'Europe » et l'Alliance Française proposera une démonstration de l'usage qui peut en être fait par les diplomates qui étudient le français. Face au journaliste Paul



Germain, l'Espagnol Angel Martinez, vice-président du Parlement européen, en charge du multilinguisme.



D'EXPRESSION EN EXPRESSION !

Un jeu, encore un, oui mais celui-ci a obtenu la médaille du ministère de l'Éducation nationale lors de la 110ème édition du Concours Lépine 2011. Ce jeu, imaginé et créé par Catherine Chenuaud, est composé de cartes où figurent 220 expressions sur les 900 recensées initialement et permet de jouer seul ou en équipe pour deviner au moyen de sketch, charade ou mime, l'origine d'une expression de la langue française. *Eclairer une lanterne* ou *amuser la galerie, motus et bouche cousue* ou *faire un tabac*, toutes ces expressions n'auront plus de secrets pour les joueurs et leur permettront de briller en société, encore plus si le français n'est pas leur langue maternelle. catherine.chenuaud@bbox.fr

DIRECTION PUBLICATION ★ RFI/John Maguire - TV5MONDE/Michèle Jacobs

DIRECTION DE LA COMMUNICATION ★ RFI/Françoise Hollman - TV5MONDE/Agnès Benayer

RÉDACTION EN CHEF ★ RFI/Vicky Sommet assistée d'Erika Bernard - TV5MONDE/Philippe Dessaint

CRÉDITS-PHOTO ★ Eve-Astrid Andersson/GoodPlanet-6 milliards d'Autres/Jean-Marc Munier/OIF/Laurent Denimal/TV5MONDE/Aurélia Blanc/Sophie Marsaudon/Marc Bo/Caroline Galy/Sébastien Laval/AEFE/Olivier Boivin/MAEE/ Serge Leblond/APDV-C.Soresto-P.Martinez/Mairie de Rueil-Malmaison/ Roland Pellegrino

CONTACT ★ vicky.sommet@rfi.fr / agnes.benayer@tv5monde.org

RÉALISATION ★ didier.gustin1@sfr.fr

IMPRESSION ★ ÉOLE La Station graphique - 93165 Noisy-le-Grand cedex

LE CLIN D'ŒIL D'ANA VON REBEUR *



* De nationalité argentine, Ana Von Rebeur est illustratrice et dessinatrice.
Elle est membre de la fondation Cartoonists for peace et préside dans son pays
la Feco (Federation of cartoonists' organizations).